

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
jeudi 24 février 2022**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE
MEDITERRANEE convoqué le jeudi 24 février 2022, a été
assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

Secrétaire de Séance : Madame Béatrice VEYRAT-MASSON

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
72	8	1

OBJET DE LA DELIBERATION

N° 22/02/14

**AGREMENT DE TOULON
PROVENCE MEDITERRANEE
AU STATUT D'AUTORITE
URBAINE POUR LA MISE
EN ŒUVRE ET LA GESTION
D'UN INVESTISSEMENT
TERRITORIAL INTEGRE
DANS LE CADRE DE
LA PROGRAMMATION
OPERATIONNELLE
FEDER 2021-2027 DE
LA REGION SUD PACA
- AUTORISATION DE
DEPÔT DE CANDIDATURE**

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Dominique ANDREOTTI, Mme Valérie BATESTI, M. Robert BENEVENTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Nathalie BICAIS, Mme Hélène BILL, M. Frédéric BOCCALETTI, M. Pierre BONNEFOY, M. Laurent BONNET, Madame Basma BOUCHKARA, M. Guillaume CAPOBIANCO, M. Robert CAVANNA, M. Patrice CAZAUX, Mme Marie-Hélène CHARLES, Monsieur Amaury CHARRETON, Mme Corinne CHENET, M. Yannick CHENEVARD, M. Franck CHOUQUET, M. Anthony CIVETTINI, M. Jean-Pierre COLIN, M. Laurent CUNEO, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Anaïs DIR, M. Michel DURBANO, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Nadine ESPINASSE, M. Hubert FALCO, Mme Claude GALLI-ARNAUD, Mme Brigitte GENETELLI, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Delphine GROSSO, Mme Pascale JANVIER, M. Laurent JEROME, Mme Corinne JOUVE, Mme Sylvie LAPORTE, M. Emilién LEONI, M. Philippe LEROY, M. Mohamed MAHALI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Edwige MARINO, M. Jean-David MARION, M. Erick MASCARO, Mme Josette MASSI, M. Jean-Louis MASSON, Mme Anne-Marie METAL, M. Joseph MINNITI, Mme Valérie MONDONE, Mme Isabelle MONFORT, M. Christophe MORENO, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Ange MUSSO, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGOLAS, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Virginie PIN, Mme Valérie RIALLAND, M. Bruno ROURE, Mme Rachel ROUSSEL, M. Bernard ROUX, M. Francis ROUX, Mme Christine SINQUIN, M. Hervé STASSINOS, M. Yann TANGUY, M. Albert TANGUY, M. Joël TONELLI, Mme Magali TURBATTE, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT, Mme Kristelle VINCENT

REPRESENTES :

Mme Béatrice BROTONS représenté(e) par Mme Nadine ESPINASSE, M. François CARRASSAN représenté(e) par M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Josy CHAMBON représenté(e) par M. Gilles VINCENT, Mme Amandine LAYEC représenté(e) par Mme Valérie MONDONE, Mme Geneviève LEVY représenté(e) par M. Mohamed MAHALI, Mme Chantal PORTUESE représenté(e) par M. Jean-David MARION, M. Christian SIMON représenté(e) par M. Jean-Louis MASSON, Mme Sandra TORRES représenté(e) par Mme Anaïs DIR

ABSENTS :

M. Arnaud LATIL

Séance Publique du 24 février 2022

N° D' O R D R E : 22/02/14

**O B J E T: AGREMENT DE TOULON PROVENCE
MEDITERRANEE AU STATUT D'AUTORITE
URBAINE POUR LA MISE EN ŒUVRE ET
LA GESTION D'UN INVESTISSEMENT
TERRITORIAL INTEGRE DANS LE CADRE DE
LA PROGRAMMATION OPERATIONNELLE
FEDER 2021-2027 DE LA REGION SUD
PACA - AUTORISATION DE DEPÔT DE
CANDIDATURE**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Traité de Fonctionnement de l'Union Européenne,

VU le Règlement n° (UE) 2021/1060 du Parlement Européen et du Conseil du 24 juin 2021 (articles 28,29, et 30) portant dispositions communes sur les fonds européens, prévus dans le Programme FEDER-FSE+-FTJ 2021-2027 de la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur,

VU le Règlement (UE) 2021/1058 du Parlement Européen et du Conseil du 24 juin 2021 relatif au Fonds européen de développement régional et au Fonds de cohésion (ci-après Règlement FEDER),

VU la Loi n°2014-58 du 27/01/2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles (MAPTAM), désignant les Régions en tant qu’Autorité de Gestion des Fonds européens,

VU la Loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1 et L2121-22-1,

VU le décret n°2014-1750 du 30 décembre 2014 modifié fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la Ville dans les départements métropolitains,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU l’approbation du Contrat de Ville TPM 2015-2020 en date du 18 juin 2015,

VU la délibération n° 19/12/464 du Conseil Métropolitain du 10 décembre 2019 relative au protocole d’engagements renforcés et réciproques 2020-2022 dans la cadre de la prolongation du Contrat de Ville TPM jusqu’en 2022,

VU l’accord de partenariat entre l’Etat et l’Union Européenne pour la période 2021-2027 qui définit les stratégies à mettre en œuvre dans les États membres et les régions de l’Union au titre des Fonds structurels et d’investissement européens,

VU le Programme Opérationnel FEDER/FSE+/FTJ PACA 2021-2027 et la mobilisation, pour l’ITI, de son Objectif Spécifique 5.1 « prendre des mesures en faveur d’un développement social, économique et environnemental intégré et inclusif, de la culture, du patrimoine naturel, du tourisme durable et de la sécurité dans les zones urbaines », détaillé en annexe,

VU l’avenant n° 1 du Contrat de Ville prolongé jusqu’en 2022, signé le 04 mai 2020,

VU la délibération du Conseil Métropolitain du 30 septembre 2021 adoptant le Projet Métropolitain,

VU le courrier du 28 juillet 2021 de la Région Sud PACA invitant la Métropole TPM à candidater au statut d’Autorité Urbaine pour la mise en œuvre d’un Investissement Territorial Intégré (ITI) dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE+ PACA 2021-2027,

VU l'avis de la Commission Politique de la Ville et Habitat du 25 novembre 2021,

CONSIDERANT que la mobilisation de financements européens est devenue indispensable à la mise en œuvre des politiques publiques,

CONSIDERANT que la Région en tant qu'Autorité de Gestion du Programme Opérationnel 2021-2027 souhaite, dans la continuité de la programmation 2014-2020, mettre en place un Investissement Territorial Intégré (ITI) destiné aux Métropoles afin de permettre l'émergence d'approches de développement structurées, durables et solidaires, en faveur des territoires urbains dégradés ou fragilisés,

CONSIDERANT que par ce dispositif, la Région incite les territoires à élaborer des stratégies métropolitaines, en cohérence avec les Contrats de Ville et les documents de planification à l'échelle régionale, afin de réduire les disparités socio-spatiales et d'améliorer la cohésion sociale et territoriale,

CONSIDERANT que l'objectif de l'ITI est de soutenir des actions d'investissement par la mise en œuvre de projets structurants permettant de lutter contre les inégalités et de renforcer l'action sur les Quartiers Prioritaires inscrits dans le cadre de la Politique de la Ville (QPV),

CONSIDERANT que la mise en place de l'ITI permet le cofinancement par des crédits FEDER réservés au développement urbain durable, de projets relevant de trois domaines d'intervention qui sont :

- Appui à l'implantation et à la réhabilitation d'équipements collectifs en vue du développement et de l'amélioration de l'offre de service de base,
- Amélioration du cadre de vie et sécurisation des zones urbaines,
- Soutien au développement de l'activité économique,

CONSIDERANT que dans ce cadre, la Région informe la Métropole TPM par courrier du 28 juillet 2021, qu'elle serait bénéficiaire d'une enveloppe prévisionnelle FEDER nécessaire au cofinancement des opérations entrant dans le périmètre de l'ITI qui s'élève à 4,8 millions €,

CONSIDERANT qu'à cette fin, la Métropole souhaite candidater en tant qu'Autorité Urbaine pour la mise en œuvre d'un Investissement territorial intégré sur notre territoire dans le cadre du Programme Opérationnel Régional FEDER 2021-2027,

CONSIDERANT que la procédure de demande d'agrément établie par la Région prévoit dans un premier temps le dépôt de la candidature de la Métropole Toulon Provence Méditerranée au statut d'Autorité pour la mise en œuvre et la gestion de l'ITI selon un modèle remis par l'Autorité de Gestion, ci-après annexé,

CONSIDERANT que la procédure d'agrément établie par la Région prévoit dans un second temps la signature d'une convention d'Investissement Territorial Intégré entre la Région Sud PACA et la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

CONSIDERANT que TPM s'oriente dans le choix d'une Stratégie Urbaine Intégrée se déclinant dans une démarche ciblée d'une part sur les quartiers inscrits en Politique de la Ville et sur les Quartiers de Veille Active, et structurée d'autre part :

- sur un diagnostic territorial partagé,
- sur un recueil des besoins et projets potentiels auprès des acteurs concernés, à partir des domaines d'intervention et types d'actions éligibles,
- sur un projet de territoire qui articule politique de développement et politique de solidarité,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'APPROUVER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'APPROUVER la participation de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à la procédure de candidature d'Autorité Urbaine en charge de la mise en œuvre d'un Investissement Territorial Intégré, dans le cadre du PO FEDER-FSE+ 2021-2027.

ARTICLE 3

D'AUTORISER le dépôt du dossier de demande d'agrément de Toulon Provence Méditerranée au statut d'Autorité Urbaine pour la mise en œuvre d'un Investissement Territorial Intégré 2021-2027, selon la composition-type définie par la Région Sud PACA, Autorité de Gestion du FEDER, ci-après annexée.

ARTICLE 4

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole TPM à signer tout acte ou tout document tendant à rendre effective cette délibération.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à TOULON, le 24 février 2022



Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre

POUR : 80

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION DU CONSEIL METROPOLITAIN

Objectif 5.1 du Programme Opérationnel Régional FEDER 2021/2077

(dépôt en cours auprès de la Commission Européenne)

« Prendre des mesures en faveur d'un développement social, économique et environnemental intégré et inclusif, de la culture, du patrimoine naturel, du tourisme durable et de la sécurité dans les zones urbaines », à savoir :

- Réduire les inégalités entre quartiers en milieu urbain (intervention sur les quartiers dégradés / QPV)
- Soutenir les politiques de revitalisation des centres-villes (intervention sur les centralités secondaires)

Domaines d'intervention	Types d'actions
1) Appui à l'implantation et à la réhabilitation d'équipements collectifs en vue du développement et de l'amélioration de l'offre de services de base	-Infrastructures de proximité à vocation éducative, sanitaire, sportive, socioculturelle et sociale et structures d'information et d'accès aux droits contribuant à l'inclusion des populations en difficulté, et plus largement, de l'ensemble des habitants des quartiers dégradés ;
	-Infrastructures de santé contribuant au développement de l'offre de santé de proximité et à la lutte contre les déserts médicaux en milieu urbain;
	-Infrastructures enfance / petite enfance.
2) Amélioration du cadre de vie et sécurisation des zones urbaines	-Réhabilitation physique et sécurisation des espaces publics au moyen notamment de démarches de conception « security by design » ;
	-Opérations de réintroduction/préservation de la nature en ville permettant notamment d'adapter les espaces urbains au changement climatique et aux défis environnementaux ;
	-Soutien aux aménagements favorisant les mobilités actives de type voies vélos, liaisons piétonnes.
3) Soutien au développement de l'activité économique	-Projets structurants à vocation économique inscrits dans l'écosystème local de type tiers lieux, espaces de coworking...
	-Soutien aux commerces de proximité notamment par la réhabilitation, le traitement de la vacance commerciale et la restructuration des polarités commerciales de quartier ;
	-Soutien aux investissements des infrastructures de l'économie sociale et solidaire et de l'insertion par l'activité économique.

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION DU CONSEIL METROPOLITAIN : COMPOSITION-TYPE DU DOSSIER DE DEMANDE D'AGREMENT

- La demande d'agrément signée.
- La délibération de l'organe compétent approuvant la demande d'agrément en tant qu'ITI .
- Un projet de Stratégie Urbaine Intégrée Métropolitaine comportant :
 - La zone géographique couverte par la stratégie avec la justification du choix de cette zone en tenant compte des objectifs prioritaires du volet urbain 21/27 et d'autres politiques de la Métropole.
 - Une analyse des besoins et du potentiel de développement de la zone; y compris les interconnexions économiques, sociales et environnementales et comprenant une analyse « Atout Faiblesse Opportunités Menaces » spécifique à la zone retenue et un bilan/analyse des résultats de la programmation 14-20 du dispositif ITI.
 - La description d'une approche intégrée permettant de répondre aux besoins et au potentiel de développement recensés couvrant les 3 piliers du développement durable : économique, social, environnemental avec la présentation claire des choix faits en termes d'objectifs opérationnels et de types d'actions ou types d'opérations retenus ou non, en lien avec le cadre thématique du volet urbain 21-27 et des liens faits avec les autres instruments territoriaux concernés (politique de la ville ou autres).
 - Une description de la participation des partenaires à l'élaboration et à la mise en œuvre de la stratégie et de la sélection des projets à venir
 - La liste prévisionnelle et indicative des projets
 - Le plan de financement prévisionnel et les indicateurs
- Une description du fonctionnement et de l'organisation de l'ITI au sein de la Métropole